



L'activité francilienne perd de son élan au premier trimestre 2018

Au premier trimestre 2018, l'économie francilienne peine à maintenir la dynamique observée en fin d'année 2017, de façon plus marquée qu'à l'échelle nationale. L'emploi progresse légèrement (+ 0,1 %), essentiellement porté par les secteurs de l'intérim et de l'information-communication. Après deux trimestres de stabilité, l'industrie renoue avec les pertes d'emplois. Il en va de même pour la construction, où la hausse de l'emploi est entravée, en écho au ralentissement des mises en chantier de logements. Toutefois, la fréquentation touristique dans la région poursuit sa dynamique. La création d'entreprises confirme sa vigueur et le nombre de défaillances se stabilise. Dans ce contexte, le taux de chômage et la demande d'emploi repartent à la hausse, notamment pour les demandeurs d'emploi de longue durée.

Michèle Debosque, Samuel Deheeger, Denis Rabadeux, Insee Île-de-France ; Benoît Trinquier, Direccte Île-de-France

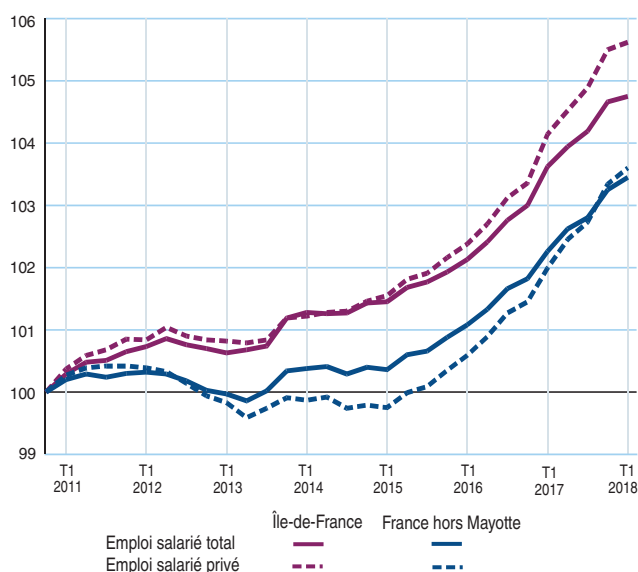
L'emploi salarié marque le pas

Au cours du premier trimestre 2018, 5 500 emplois salariés supplémentaires sont créés, soit une hausse de 0,1 %. Cette progression, la plus faible observée depuis le troisième trimestre 2015, épouse la tendance nationale (+ 0,2 % en France métropolitaine) (figure 1). Moins d'un emploi national sur dix est créé dans la région ce trimestre, contre plus d'un quart le trimestre précédent. En un an, l'emploi salarié francilien progresse de 1,1 %, soit 63 000 emplois de plus. Sur la même période, la hausse de l'emploi salarié est de 1,2 % en France métropolitaine. L'essentiel des nouveaux emplois salariés provient du secteur privé. En effet, seules 4 000 créations d'emplois sont observées dans le secteur public au cours des douze derniers mois.

Au cours du premier trimestre, l'emploi progresse grâce au secteur de l'intérim (+ 2,3 %) et celui de l'information et de la communication (+ 0,9 %). À l'inverse, après deux trimestres de stabilisation, l'industrie renoue avec les pertes d'emplois (- 0,5 %). Il en va de même pour la construction (- 0,3 %), secteur au sein duquel les effectifs avaient progressé au cours des six derniers trimestres. Dans ce secteur, la dynamique est inverse en France métropolitaine (+ 0,3 %).

1 Évolution de l'emploi salarié

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010

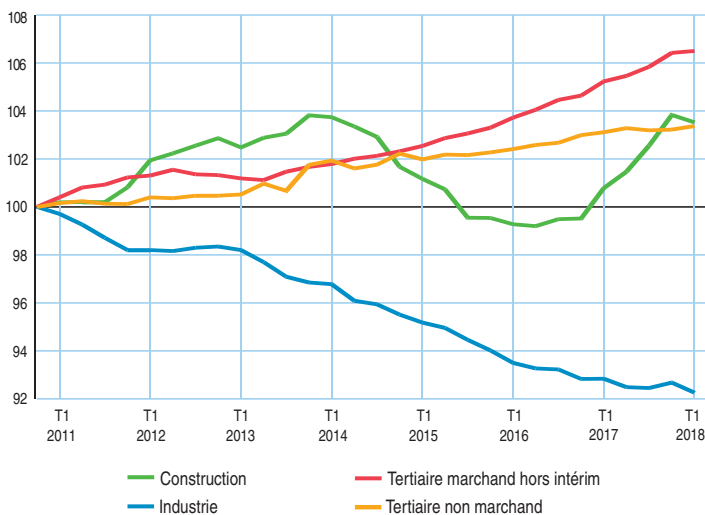


Données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

2 Évolution de l'emploi salarié par secteur en Île-de-France

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

Avertissement - Jusqu'à présent, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. À partir de la publication de juin 2018, le champ des ETE localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écart de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution (effets de composition liés aux écarts de niveaux).

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

À l'échelle régionale, le secteur tertiaire marchand hors intérim stagne, alors qu'il avait contribué en grande partie aux emplois créés au cours des trimestres précédents. Les créations d'emplois ont été de 3 000 seulement ce trimestre, en deçà du rythme métropolitain (respectivement + 0,1 % et + 0,3 %). Il s'agit de la progression la plus faible depuis le deuxième trimestre 2013. Au sein du secteur tertiaire, l'information et la communication continuent de créer des emplois, avec 3 800 emplois supplémentaires ce trimestre. En revanche, les créations d'emplois ralentissent nettement dans l'hébergement et la restauration, avec seulement 1 000 emplois supplémentaires (figure 2). L'industrie et la construction perdent respectivement 2 000 et 800 emplois ce trimestre.

Au sein de la région, l'emploi salarié est en hausse à Paris : + 0,4 %. Cette hausse est portée par l'intérim (+ 9,2 %) alors que le secteur tertiaire marchand continue d'être le principal pourvoyeur d'emplois avec 3 900 créations. En revanche, des baisses d'effectifs salariés sont constatées dans le Val-de-Marne, en Seine-Saint-Denis et dans le Val-d'Oise (de - 0,2 % à - 0,3 %). Dans ces trois départements, tous les secteurs marchands perdent des emplois sauf l'intérim. Les autres départements franciliens restent stables. Une petite partie de la baisse dans le Val-d'Oise est due au transfert des effectifs d'un établissement du secteur des transports vers la Seine-et-Marne.

En Seine-et-Marne, le secteur de l'industrie a effacé en trois mois la moitié des créations tous secteurs confondus qu'il avait géné-

rées en trois ans, malgré la poursuite des créations d'emplois dans la construction. Quant au secteur tertiaire marchand, il n'a quasiment pas créé d'emplois. Dans les Hauts-de-Seine, la construction résiste et le secteur tertiaire marchand hors intérim crée seulement 1 000 emplois ce trimestre. L'industrie perd 250 emplois dans ce département, le secteur non marchand en détruit également. Le nombre d'emplois dans le secteur non marchand baisse également dans les Yvelines. En Essonne, les fortes destructions d'emplois dans le secteur tertiaire marchand correspondent à la moitié des créations dans ce secteur et ce département, sur un an.

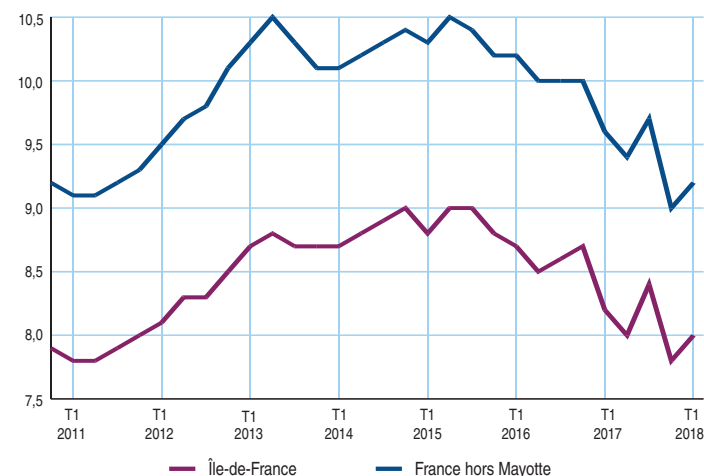
Le taux de chômage augmente légèrement au premier trimestre 2018

Au premier trimestre 2018, le taux de chômage progresse légèrement en Île-de-France. Il atteint 8 % de la population active, soit une hausse de 0,2 point par rapport au trimestre précédent. En un an, il a baissé dans la même proportion et se situe un point au-dessous du niveau national (figure 3).

Au premier trimestre, le taux de chômage augmente dans tous les départements de manière relativement homogène, même si Paris résiste mieux (+ 0,1 point). Dans les Yvelines, les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne et le Val-d'Oise, la hausse est conforme à la tendance régionale (+ 0,2 point). En Seine-et-Marne et en Essonne, le taux de chômage progresse plus fortement (+ 0,4 point) tout comme en Seine-Saint-Denis (+ 0,3 point). Ce département conserve un taux de chômage plus élevé que les autres départements franciliens (11,8 %). À l'inverse, celui des Hauts-de-Seine (7,0 %) est le plus faible de la région.

3 Taux de chômage

En %



Données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

La demande d'emploi se stabilise en catégorie A

Au premier trimestre 2018, le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité (catégorie A) est stable en Île-de-France par rapport au quatrième trimestre 2017. En revanche, il progresse de 0,8 % en un an. L'évolution en France métropolitaine est plus favorable avec une baisse de 1,0 % sur le trimestre et de 1,4 % en un an. En prenant en compte l'activité réduite des demandeurs d'emploi (catégories A, B, C), l'Île-de-France enregistre une légère hausse au premier trimestre (+ 0,2 %). Sur un an, celle-ci est plus marquée et proche de celle observée au niveau national (+ 2,6 % contre + 2,1 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus) en catégorie A, B ou C augmente plus fortement qu'en

4 Créations d'entreprises dans la région Île-de-France

Secteurs d'activité	Total créations d'entreprises			Part des micro-entrepreneurs	Évolution du total des créations d'entreprises	
	2017 T1	2017 T4	2018 T1	2018 T1 (en %)	2018 T1 / 2017 T4 (en %)	2018 T1 / 2017 T1 (en %)
Industrie	1 217	1 125	1 239	38,6	10,1	1,8
Construction	3 669	3 606	3 887	25,5	7,8	5,9
Commerce, transports, hébergement, restauration	14 018	15 249	17 473	46,4	14,6	24,6
<i>Dont Commerce</i>	<i>5 769</i>	<i>6 408</i>	<i>6 780</i>	<i>30,5</i>	<i>5,8</i>	<i>17,5</i>
<i>Transports</i>	<i>6 722</i>	<i>7 252</i>	<i>8 886</i>	<i>61,7</i>	<i>22,5</i>	<i>32,2</i>
<i>Hébergement</i>	<i>73</i>	<i>95</i>	<i>108</i>	<i>25,0</i>	<i>13,7</i>	<i>47,9</i>
<i>Restauration</i>	<i>1 454</i>	<i>1 494</i>	<i>1 699</i>	<i>31,5</i>	<i>13,7</i>	<i>16,9</i>
Information et communication	3 790	3 954	4 410	48,3	11,5	16,4
Activités financières	1 399	1 630	1 403	19,4	-13,9	0,3
Activités immobilières	1 331	1 573	1 645	24,1	4,6	23,6
Activités de services*	14 299	15 914	17 342	60,8	9,0	21,3
Enseignement, santé, action sociale	4 431	4 856	4 907	67,4	1,1	10,7
Autres activités de services	2 976	3 468	3 617	67,1	4,3	21,5
Total Île-de-France	47 130	51 375	55 923	51,2	8,9	18,7
Total France métropolitaine	154 177	154 183	180 213	43,6	16,9	16,9

* Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (niveau A10, NAF rév.2).

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

France métropolitaine (+ 2,6 % sur le trimestre et + 7,7 % sur un an, contre respectivement + 1,9 % et + 6,5 % en France métropolitaine). Cette hausse s'explique en partie par le recul du nombre des entrées en stage (catégorie D).

Les créations d'entreprises continuent de progresser

Au premier trimestre 2018, plus de 55 000 entreprises sont créées dans la région, soit une hausse de 8,9 % par rapport au dernier trimestre 2017. En un an, le volume de créations enregistre une hausse très nette de 18,7 % par rapport au premier trimestre 2017, plus soutenue qu'au niveau national (+ 16,9 %) (figure 4).

Au premier trimestre 2018, 51,2 % des entreprises créées en Île-de-France le sont sous le régime de micro-entrepreneur, contre 43,6 % au niveau national.

Au cours des trois premiers mois de l'année, le secteur « commerce, transports, hébergement et restauration » est le plus créateur d'entreprises, avec environ 17 500 nouvelles entreprises, soit une hausse de 14,6 % par rapport au trimestre précédent. Le mois de janvier a été particulièrement porteur. Parmi les entreprises créées, plus de la moitié ont vu le jour dans le seul secteur des transports. Ce secteur récemment libéralisé, notamment en ce qui concerne le transport de voyageurs, compte ainsi un tiers d'entreprises créées supplémentaires en un an. Par ailleurs, avec la bonne tenue de l'activité touristique, le commerce et la restauration ne sont pas en reste, avec respectivement une hausse annuelle de 17,5 % et 16,9 %, largement tirés là aussi par la création sous forme de micro-entrepreneurs (+ 46,7 % et + 49,0 %).

Le nombre de défaillances d'entreprises se stabilise

Au premier trimestre 2018, le nombre de défaillances d'entreprises continue sa décrue. Sur les douze derniers mois, la baisse est de 7 % par rapport aux douze mois précédents, comme en France métropolitaine. Le nombre de défaillances en Île-de-France semble néanmoins se stabiliser autour de 11 500 défaillances mensuelles depuis le troisième trimestre 2017.

La construction continue sa progression

Entre début avril 2017 et fin mars 2018, 98 900 logements ont été autorisés à la construction en Île-de-France. Les autorisations de logements ont progressé de 7,2 % en un an, à un rythme nettement supérieur à celui de la France hors Mayotte (+ 3,0 %). En revanche,

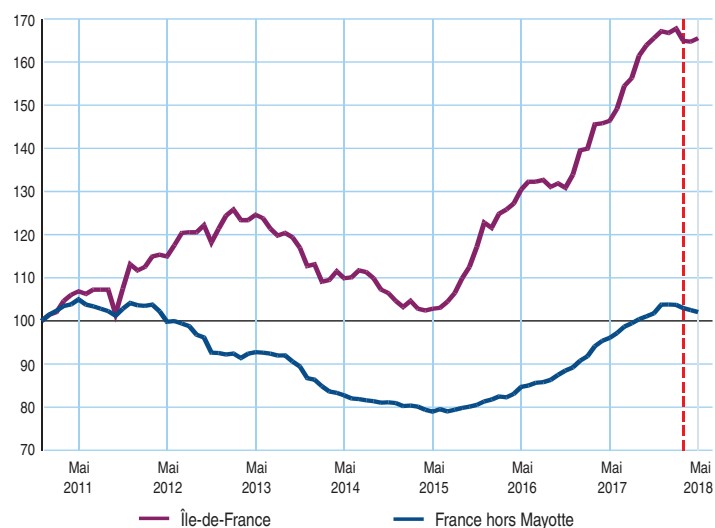
en mars 2018, une baisse de 0,4 % est observée par rapport à décembre 2017, contre une baisse de 0,6 % au niveau national. Les mises en chantier de logements continuent de progresser à un rythme moins soutenu que fin 2017 (1 000 mises en chantier de moins) : 81 700 logements ont été commencés dans la région en un an. (figure 5).

Fin mars 2018, les surfaces de plancher des locaux autorisés à la construction augmentent fortement en Île-de-France en un an (+ 26,9 % contre + 9,5 % au niveau national). La surface des locaux dont la construction a débuté augmente de 27,6 % dans la région par rapport aux douze mois précédents, alors qu'elle augmente seulement de 9,9 % au niveau national.

Au premier trimestre 2018, les ventes de logements neufs sont en hausse par rapport au premier trimestre 2017 (+ 8,1 %), contrairement aux ventes au niveau national (- 2,8 %). Les prix de vente au m² des logements neufs ont augmenté de 1,5 % dans la région par rapport au quatrième trimestre 2017.

5 Évolution du nombre de logements commencés

Indice base 100 en décembre 2010



Données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : SDeS, Sit@del2.

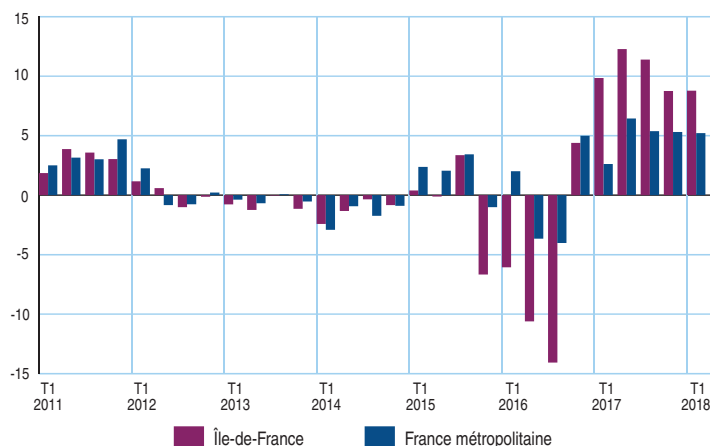
16 millions de nuitées au premier trimestre 2018

Au premier trimestre 2018, près de 16 millions de nuitées sont enregistrées dans les hôtels franciliens, soit 37 % des nuitées de France métropolitaine. Par rapport au quatrième trimestre 2017, la région enregistre une baisse légèrement plus marquée qu'au niveau national (respectivement - 9,3 % et - 7,4 %). Cette baisse est surtout imputable à la baisse de la clientèle étrangère, qui représente la moitié du total des nuitées en Île-de-France. Toutefois, cette baisse saisonnière est à relativiser car, par rapport au premier trimestre 2017, les nuitées en Île-de-France ont progressé de 8,8 % contre seulement 5,0 % au niveau national (figure 6).

Au premier trimestre 2018, la clientèle européenne, qui représente presque 54 % de la clientèle étrangère, est la seule à connaître une hausse de fréquentation en Île-de-France (+ 1,0 %) par rapport au quatrième trimestre 2017. Cette progression des nuitées s'explique principalement par l'augmentation de la fréquentation italienne (+ 21,7 %). Hors Europe, seuls les Japonais ont plus fréquenté les hôtels franciliens ce trimestre par rapport au dernier trimestre 2017 (soit + 11,1 %). ■

6 Évolution de la fréquentation dans les hôtels

Évolution du nombre de nuitées du trimestre de l'année n par rapport au trimestre de l'année n-1 (en %)



Données trimestrielles brutes.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE,

Contexte national

L'activité économique française croîtrait en 2018 à un rythme moins soutenu qu'en 2017

En France, l'activité économique a ralenti début 2018 (+ 0,2 %) après un quatrième trimestre 2017 dynamique (+ 0,7 %). L'investissement des entreprises a calé du fait du repli de l'investissement en biens manufacturés. La consommation des ménages a été atone au premier trimestre, à l'image de sa faible progression en 2017. Enfin, les échanges extérieurs se sont légèrement repliés, la contribution du commerce extérieur à la croissance s'annulant en début d'année, après avoir été nettement positive fin 2017.

Le climat des affaires s'est replié depuis son point haut de la fin 2017 mais reste à un niveau élevé. Le PIB progresserait de 1,7 % en 2018, après + 2,3 % en 2017. L'emploi marchand resterait dynamique mais ralentirait en 2018, permettant tout de même une poursuite de la baisse du taux de chômage qui s'établirait à 8,8 % en fin d'année.

Contexte international

Le commerce mondial resterait solide mais ralentirait un peu

Début 2018, le commerce mondial garderait de l'élan mais ralentirait un peu après une franche reprise fin 2017. Les tensions protectionnistes pourraient, par ailleurs, peser sur la vigueur des échanges internationaux.

L'inflation s'élèverait franchement aux États-Unis et un peu moins en zone euro, portée par la diffusion des hausses de prix de l'énergie.

D'ici fin 2018, la politique budgétaire expansionniste porterait l'accélération de l'activité aux États-Unis, mais intervenant en haut de cycle, elle contribuerait à la hausse des prix et pourrait présenter un risque sur les taux d'intérêt américains.

Dans les autres économies avancées, l'activité augmenterait un peu moins vite qu'en 2017.

Insee Île-de-France

1 rue Stephenson

78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

Directrice de la publication :

Marie-Christine Parent

Rédactrice en chef :

Dalila de Oliveira

ISSN 2416-8637

© Insee 2018

Pour en savoir plus

- Guillet X., Parent C., Pouget J., Tallet F., « Ciel voilé en Europe », *Insee Conjoncture - note de conjoncture*, juin 2018.
- Chevrot J., Debosque M., Deheeger S., Rabadeux D., Trinquier B., « Les voyants de l'économie francilienne sont au vert », *Insee Conjoncture Île-de-France* n° 19, avril 2018.